

QUE VAUT LA PRODUCTION NON MARCHANDE DES MÉNAGES ?

Ann Chadeau

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	96
I. Définition de la production dans le Système de comptabilité nationale. ...	97
II. Mesure de la production non marchande des ménages	99
III. Quelques résultats	104
IV. Conclusions	111
Bibliographie.....	113

Ann Chadeau est administrateur à la Division des Statistiques Économiques et des Comptes Nationaux du Département des Affaires Économiques et Statistiques de l'OCDE. Elle tient à remercier ici MM. Derek Blades, Jeffrey R. Shafer, Peter Sturm et Bernard Wacquez pour leurs nombreuses suggestions et observations utiles. Elle remercie aussi Michèle Hainaut et Micheline Harary de leur aide.

INTRODUCTION

Cet article traite de la mesure de la « production non marchande » des ménages. La production non marchande couvre les biens et services que les membres des ménages produisent pour leur propre consommation en combinant leur travail non rémunéré et les biens et les services qu'ils acquièrent sur le marché. La valeur ajoutée générée par ces activités n'est pas prise en compte dans les agrégats macro-économiques classiques. D'après les comptes nationaux, il semblerait que la production des ménages n'ait aucune valeur, alors que le travail domestique à la fois accroît la valeur des biens et des services achetés et contribue à la formation et à l'entretien du capital humain. Sa valeur est de toute évidence non négligeable.

Depuis de nombreuses années, les économistes insistent sur le fait qu'ignorer le revenu et la richesse générés par le travail domestique introduit une distorsion dans divers domaines de l'analyse économique. Mitchell *et al.* (1921), Kuznets (1944) et Clark (1958) ont souligné que le revenu national est notablement sous-estimé par la non-prise en compte du revenu en nature engendré par les activités productives des ménages. Kende (1975) a estimé que la consommation finale, telle qu'elle est habituellement mesurée, donne une idée fautive de la consommation « réelle », dès lors que les biens et services produits par le travail non rémunéré des membres des ménages ne sont pas pris en compte. Weinrobe (1974) a noté que les taux de croissance observés sont surestimés lorsque de plus en plus de femmes arrivent sur le marché du travail. En effet, seuls les changements correspondants de la production marchande sont pris en compte alors que la baisse concomitante de la production non marchande est ignorée. Nordhaus et Tobin (1972) ont avancé que la production de services non marchands par les membres des ménages augmente le bien-être économique, et par conséquent le PNB conventionnel n'en donne pas une mesure adéquate. Walker et Gauger (1973) ont considéré que la contribution économique des femmes à la production est nettement sous-estimée par les statistiques classiques car les femmes effectuent environ les deux tiers de l'ensemble des tâches domestiques.

Dans plusieurs pays de l'OCDE, ces considérations ont donné lieu à des études qui élaborent des méthodes de mesure et présentent des estimations monétaires de la valeur ajoutée par les activités productives des ménages menées en dehors du marché. La première section de cet article examine le traitement de la production non marchande des ménages dans le Système de Comptabilité Nationale de l'ONU-OCDE (SCN); la seconde décrit les diverses méthodes utilisées pour imputer une valeur monétaire à la production domestique; la troisième compare les estimations de la valeur ajoutée par les activités non rémunérées des ménages dans plusieurs pays de l'OCDE et mesure leur importance relative par rapport aux chiffres ((officiels) du produit intérieur brut, de la consommation des ménages et de leur revenu disponible.

1 DÉFINITION DE LA PRODUCTION DANS LE SYSTÈME DE COMPTABILITÉ NATIONALE

Dans la version de **1968** du SCN (Nations Unies, **1968**), sont inclus dans la production brute les produits primaires autoconsommés (produits de l'agriculture, de l'extraction minière, etc.) et les biens transformés à partir de produits primaires (beurre, vin, tissus, etc.) ; sont aussi inclus tous les autres produits que les ménages destinent à la vente sur le marché ainsi qu'à leur propre consommation (par exemple les costumes qu'un tailleur professionnel fait pour ses propres fils) ; les biens de capital fixe produits pour compte propre doivent aussi être ajoutés à la production brute. Les services ne sont pas mentionnés, à l'exception des services de logement que les propriétaires occupants se rendent à eux-mêmes.

Dans le SCN révisé (version provisoire, novembre **1991**), la définition de la production (appelée dans le SCN « frontière de la production ») couvre désormais tous les biens produits par les ménages pour leur propre consommation mais exclut tous les services, à l'exception des services de logement que les propriétaires se rendent à eux-mêmes et le stockage qui est considéré comme un prolongement du processus de production des biens.

Dans la version révisée du SCN, la non-prise en compte des services produits par les ménages est expliquée de la façon suivante :

« La réticence des comptables nationaux à imputer une valeur à la production, aux revenus et aux dépenses associés à la production et à la consommation de services domestiques et personnels au sein des ménages tient à plusieurs facteurs, à savoir l'indépendance et l'isolement relatifs de ces activités par rapport aux marchés, l'extrême difficulté de faire une estimation économiquement significative de leurs valeurs et les effets négatifs que cela aurait sur l'utilité des comptes pour l'orientation de la politique économique et l'analyse des marchés et de leurs déséquilibres – analyse de l'inflation, du chômage etc. Cela pourrait aussi avoir des conséquences inacceptables pour les statistiques de la population active et de l'emploi. D'après les directives du BIT, les personnes économiquement actives sont celles participant à des activités de production se situant dans la frontière de la production définie dans le Système de comptabilité nationale. Si la définition était élargie pour inclure aussi la production de services par les ménages pour compte propre, presque toute la population adulte serait économiquement active et le chômage serait éliminé. »

Comptes de production (version provisoire, novembre **1991**, p. **9**)

Les arguments invoqués pour exclure les services domestiques et personnels de la frontière de la production du Système ne sont pas tous convaincants :

- Les services de logement que les propriétaires se rendent à eux-mêmes ne sont pas fondamentalement différents des autres services produits en vue d'une autoconsommation : ils sont inclus dans la frontière de la production de façon à éviter une distorsion des estimations de la production et de la consommation des services de logement lorsque le rapport entre les logements occupés par leurs propriétaires et les logements loués varie dans le temps et dans l'espace. Le même type de distorsion peut se produire avec les autres services domesti-

ques et personnels produits pour compte propre. Par exemple, employer un cuisinier, aller au restaurant ou acheter des plats tout préparés au lieu de cuisiner chez soi entraîne une distorsion du même type.

- Il est avancé qu'un revenu imputé n'a pas la même signification économique qu'un revenu monétaire : le revenu monétaire laisse le consommateur libre de choisir parmi les biens ou services disponibles sur le marché, alors que le revenu imputé tiré de la production domestique ne peut être utilisé que pour acquérir le produit de cette production. Aussi justifié soit-il, cet argument ne vaut pas seulement pour le revenu imputé tiré de la production non marchande des ménages : les autres imputations faites ailleurs dans le SCN sont tout aussi différentes d'une production commercialisée.
- Il pourrait se révéler aussi difficile d'imputer un prix significatif aux biens produits par les ménages qu'aux services qu'ils se rendent à eux-mêmes. Pour pouvoir imputer un prix à des biens, encore faut-il qu'il y ait un marché pour ceux-ci. Si, par exemple, les ménages vont chercher l'eau eux-mêmes, c'est vraisemblablement que le marché ne leur fournit pas l'eau courante à domicile : il sera alors difficile de trouver un prix approprié pour imputer une valeur à l'eau. En revanche, un membre d'un ménage pourrait décider de vendre une partie du repas qu'il a préparé : dans ce cas, le prix de marché est tout trouvé pour imputer une valeur au repas consommé par le ménage.
- Pour mesurer la valeur de la production, il faut tout d'abord disposer de statistiques sur cette production. Les enquêtes auprès des ménages montrent que les données statistiques ne sont pas plus difficiles à collecter pour un nombre de services, comme la confection de repas ou la lessive, que pour les biens.
- La version révisée du SCN décrit la production de services pour compte propre comme une « activité totalement autonome ayant des répercussions limitées sur le reste de l'économie ». On peut avancer qu'il existe de nombreuses interactions entre ce qui est produit sur le marché et ce qui est produit à domicile (Chadeau et Roy, 1986). Par exemple, les meubles vendus « en kit » et les hypermarchés situés loin des centres-villes donnent lieu respectivement à une production de services de montage et de transport par les ménages. Le coût ou l'offre insuffisante de services de soins pour personnes âgées se traduit par une augmentation de la production de ces services à domicile. La plus grande participation des femmes au marché du travail a une incidence sur la production marchande de biens et de services réduisant le temps de travail domestique, comme les fours à micro-ondes et les plats à emporter.
- La faible fiabilité des mesures de la valeur des services produits au sein du ménage n'est pas une raison suffisante pour les ignorer complètement. Dans d'autres domaines de la comptabilité nationale, la qualité des données laisse à désirer. A condition d'y consacrer suffisamment de réflexion et de ressources il ne doit pas être plus difficile d'améliorer la qualité des mesures de la production domestique que celle des services financiers ou de l'administration publique.
- Inclure les services que les ménages se rendent à eux-mêmes dans la définition de la production modifierait en fait radicalement l'approche conventionnelle qui relie la production à l'emploi rémunéré : cela reviendrait à supposer que les « personnes sans emploi » contribuent à produire de la valeur de la même manière que les « personnes ayant un emploi » et qu'ils font partie de la population active. En revanche, cette inclusion ne fait pas disparaître la distinction fondamentale entre travail marchand et non marchand pas plus d'ailleurs qu'elle

n'élimine le chômage, à condition de continuer à appliquer le critère classique « d'être activement à la recherche d'un emploi rémunéré) pour le définir.

En revanche, l'importance même de l'imputation qui serait nécessaire si l'ensemble de la production domestique était prise en compte constitue un argument majeur contre son inclusion pure et simple dans les agrégats des comptes nationaux. Cela risquerait de les rendre inopérants pour la plupart de leurs utilisations classiques à des fins de politique et d'analyse économiques. Une approche plus nuancée consisterait à présenter des estimations de la production domestique sous forme de rubriques pour mémoire à côté des statistiques classiques du SCN. Un traitement plus complet de la production non marchande des ménages dans le cadre de la comptabilité nationale consisterait à établir un compte satellite des ménages dans lequel la valeur de cette production et ses utilisations seraient décrites en détail (Lützel, 1989).

Cette position paraît d'autant plus légitime que la version révisée du SCN reconnaît que la consommation de services produits par les ménages « contribue de façon importante au bien-être économique » et que ((des activités comme la vaisselle, la préparation des repas, les soins aux enfants, aux malades ou aux personnes âgées sont autant d'activités qui pourraient être fournies par d'autres unités). La version révisée du SCN note que ces activités se situent dans la frontière générale de la production et sont en dehors de la frontière de la production dans le **Système** de comptabilité nationale seulement lorsqu'elles ne font pas l'objet d'un échange sur le marché.

II. MESURE DE LA PRODUCTION NON MARCHANDE DES MÉNAGES

Pour mesurer la production non marchande des ménages, il faut d'abord définir « les activités productives ». Hill (1979) a proposé le critère de la « tierce partie » qui est aujourd'hui largement utilisé pour distinguer parmi les activités qui se déroulent au sein des ménages celles qui sont productives. Fondamentalement, les activités productives sont celles qui créent des biens ou des services qui auraient pu être fournis par une autre unité économique. Dans cette optique, faire la cuisine ou le ménage sont des activités productives car quelqu'un pourrait être engagé pour effectuer ces tâches ; regarder la télévision et dormir ne sont pas des activités productives car elles ne peuvent pas être réalisées par une tierce partie. Les mesures de la production des ménages examinées ci-dessous ne concernent que les activités productives et ne visent pas à valoriser le temps consacré aux activités satisfaisant aux besoins physiologiques des personnes et aux activités de loisir non productives.

D'après le critère de la ((tierce partie», les activités domestiques suivantes sont généralement considérées comme productives : préparation des repas, vaisselle, ménage et rangement, lessive et repassage, courses, réparation et entretien des logements et des biens ménagers, couture et réparation des vêtements, soins aux nouveau-nés, aux enfants et aux adultes dans le ménage, comptes et écritures, jardinage, soins aux animaux ainsi que déplacements et attentes liés à ces activités.

Dans la pratique, l'application du critère de la tierce personne se heurte à des cas limites qui sont traités en référence aux pratiques et normes sociales courantes. Par exemple, baigner un enfant ou habiller une personne handicapée seront considérés comme du travail domestique, alors que se laver et s'habiller soi-même ne seront pas des activités productives, car elles correspondent à un comportement adulte normal. Cela n'a pas toujours été le cas : dans le passé, des personnes étaient employées pour laver et habiller des adultes en bonne santé. La classification de certaines activités parmi les activités productives, comme les déplacements dans des véhicules privés ou à pied, reste controversée. D'après le critère de la tierce personne, se transporter soi-même devrait être considéré comme une activité productive à condition qu'il ne s'agisse pas d'une activité de loisir non productive comme la course à pied ou les promenades en voiture. Étant donné qu'il n'est pas toujours facile d'opérer cette distinction, les déplacements sont fréquemment classés en fonction de leur objet. Ainsi, marcher jusqu'à des magasins sera classé avec les courses et compté comme une activité productive alors qu'aller en vélo au club de tennis sera classé comme une activité non productive.

Une autre difficulté pratique tient au fait que plusieurs activités productives peuvent être effectuées simultanément. Une personne peut très bien faire la cuisine tout en aidant un enfant à faire ses devoirs : la personne en question produit en fait deux services dans le même laps de temps. Si l'on mesure la production, toutes les activités devraient alors être prises en compte. En revanche, si l'on mesure le temps passé, la comptabilisation de toutes les activités simultanées conduirait au résultat paradoxal que le temps passé à l'ensemble des activités quotidiennes – professionnelles, physiologiques, de loisir et domestiques – dépassait les **24** heures d'une journée. La pratique courante consiste à ne comptabiliser que celle déclarée comme principale par les personnes interrogées et à ignorer les activités secondaires.

Dans le SCN, tous les biens et services achetés par les ménages sont comptabilisés en consommation finale, mais lorsqu'on mesure la production domestique, les biens et services consommés ou transformés au cours du processus de production – électricité, détergents, aliments, tissus, etc. – sont alors considérés comme des consommations intermédiaires. En outre, les biens utilisés dans des processus de production successifs durant plusieurs périodes comptables sont considérés comme des biens **de** capital fixe. Il s'agit dans ce dernier cas des biens d'équipements durables comme les machines à laver, les réfrigérateurs, les robots ménagers, etc. Seuls les biens et services achetés et consommés sans transformation ultérieure ni incorporation dans un nouveau bien ou service resteront comptabilisés comme dépense de consommation finale. La valeur des biens et des services produits et consommés dans le ménage devra alors être ajoutée à ces dépenses de consommation finale pour arriver à une mesure de la consommation « totale » des ménages.

Les méthodes utilisées pour imputer une valeur à la production non marchande des ménages peuvent être classées en deux grandes catégories que l'on appellera « approche par l'output » et « approche par les inputs ».

- i) L'approche par l'output consiste à imputer une valeur monétaire à la production des ménages. En déduisant les consommations intermédiaires on obtient une estimation de la valeur ajoutée brute. Si on retranche ensuite les impôts indirects nets et la consommation de capital fixe, on obtient une estimation de la valeur imputée du travail domestique non rémunéré, laquelle peut être assimi-

lée à un « revenu mixte » du travail et du capital, analogue à celui de l'entrepreneur individuel.

ii) **L'approche par les inputs** consiste à imputer une valeur monétaire au travail domestique, en y ajoutant la consommation de capital fixe, les impôts indirects nets et les consommations intermédiaires pour obtenir une estimation de la valeur monétaire de la production non marchande des ménages.

Pour la mise en œuvre de l'approche par l'output, il faut d'abord identifier les biens et services produits par les ménages pour leur propre consommation et des biens et services équivalents offerts sur le marché, les « substituts marchands ». La production domestique est alors évaluée aux prix du marché de ces substituts.

L'évaluation par l'output peut être formulée comme suit :

$$HP = \sum_i \sum_j (Q_{ij} \cdot P_i) \quad [1]$$

où

HP est la valeur monétaire de la production des ménages au prix du marché

Q_{ij} est la quantité de biens et de services i produite annuellement par le ménage j

P_i est le prix du substitut marchand au bien ou service i .

Des estimations directes de la production domestique ont été réalisées pour la France (Chadeau et Fouquet, 1981a), le Royaume-Uni (Clark, 1958) et la Finlande (Suviranta, 1982), encore que différents types de substituts marchands aient été retenus. Pour la France, les services de restauration et d'hôtellerie ont servi de substituts pour la production domestique de repas et services connexes, les courses, le ménage, la lessive, le repassage et les réparations des biens ménagers. La production est évaluée au prix du marché de ces services. Les autres services domestiques et personnels, tels que les soins aux enfants et aux adultes, la surveillance du travail scolaire, les travaux de comptabilité et d'écritures, sont évalués au taux de salaire de personnes spécialisées, comme les puéricultrices, les infirmières, les répétiteurs, les secrétaires privés. En déduisant les dépenses engagées par les ménages au titre de cette production, les intérêts nets payés sur les emprunts contractés pour acquérir un logement et des biens d'équipement durables ainsi que la TVA et les autres impôts indirects qui auraient été prélevés si cette production avait été vendue sur le marché, on obtient une estimation de la valeur ajoutée par le travail domestique non rémunéré. Pour le Royaume-Uni, les services rendus par des institutions prenant en pension complète des enfants et des adultes ont été utilisés comme substituts pour la production domestique, cette dernière étant évaluée au coût de fonctionnement de ces établissements. Pour la Finlande, les services de nettoyage dans les centres de soins pour enfants, les services de restauration des cafétérias gérés par l'État et les services de blanchisseries privées ont servi de substituts pour trois catégories d'activités domestiques, à savoir, respectivement, le nettoyage du logement, la préparation des repas et la lessive, qui sont évaluées au coût de production de ces services sur le marché.

Jusqu'à présent, l'approche par l'output n'a été mise en œuvre que dans un petit nombre de pays en raison du manque de données sur les quantités de biens et de services produits au sein du ménage. On a plus fréquemment recours à l'approche par

les inputs, qui utilise les données d'enquêtes sur les emplois du temps, sur les revenus et les salaires et sur les dépenses de consommation des ménages.

La plupart des études fondées sur l'approche par les inputs a cherché à mesurer la valeur monétaire du travail non rémunéré sans aller toutefois jusqu'à fournir une estimation de la production domestique. Une étude, cependant, fait exception en présentant pour l'Australie un tableau entrées-sorties pour la production non marchande des ménages (Ironmonger, 1989), qui estime la dépense de temps ainsi que les consommations intermédiaires par type d'activité et donne une mesure de la valeur de la production domestique.

Trois grandes catégories de méthodes ont été élaborées pour imputer une valeur monétaire au travail domestique, à partir de différents schémas de substitution entre travail domestique non rémunéré et travail marchand. Les deux premières, *i)* et *ii)* ci-après, utilisent comme substituts marchands les personnes payées pour effectuer des tâches semblables à celles constituant le travail domestique. La troisième, *iii)*, substitue au travail non rémunéré des membres des ménages celui qu'ils sont qualifiés pour faire sur le marché du travail :

- i)* Un employé de maison est choisi comme substitut pour effectuer l'ensemble du travail domestique que les membres du ménage font eux-mêmes. On appellera cette méthode celle « du substitut global ». Le temps total de travail domestique est alors évalué au taux de salaire d'un employé de maison sur le marché.
- ii)* Un ensemble de travailleurs spécialisés sont choisis comme substituts pour effectuer dans le foyer les tâches qui correspondent à leur qualification sur le marché du travail (cuisiniers, puéricultrices, jardiniers, etc.). On parlera alors de la méthode du « Substitut spécialisé ». Leurs taux de salaires respectifs sur le marché sont utilisés pour estimer la valeur du temps passé à chaque type d'activité domestique correspondant à leur spécialisation.
- iii)* Le travail domestique a pour substitut le type de travail marchand pour lequel la personne effectuant des tâches ménagères a été éduquée et formée. C'est la méthode du « gain potentiel » ou du « coût d'opportunité du temps ». Le travail domestique qu'un individu fait est alors évalué à son propre taux de salaire sur le marché du travail.

Les estimations de la valeur du travail domestique selon chacune de ces trois méthodes peuvent être formulées de la manière suivante :

Méthode du substitut global (GL)

$$HW = \sum_i T_i.W \quad [2]$$

où

T_i représente le temps consacré au travail domestique par une personne i par an
 W est le taux de salaire d'un employé de maison sans qualifications particulières

Méthode du substitut spécialisé (SP)

$$HW = \sum_i \sum_j (T_{ij}.W_i) \quad [3]$$

où

T_{ij} représente le temps consacré à l'activité domestique i par une personne j par an

W_i est le taux de salaire d'une personne spécialisée dans l'activité i (ou son substitut le plus proche) sur le marché

Méthode du gain potentiel ou du coût d'opportunité du temps (CO) :

$$HW = \sum_s (Ts.Ws.Ps) \quad [4]$$

où

T_s représente le temps moyen consacré au travail domestique par personne et par an dans la catégorie s de la population. Les catégories de population sont définies en fonction de critères tels que le statut professionnel et le sexe, qui influent à la fois sur le temps consacré au travail domestique et sur la rémunération

W_s est le taux de salaire moyen de la catégorie s sur le marché du travail

P_s est la population dans la catégorie s

S'il s'agit d'obtenir une mesure du manque à dépenser, c'est-à-dire les sommes que les ménages auraient à dépenser pour employer quelqu'un pour effectuer le travail domestique à leur place, alors tous les coûts qu'entraînent le travail salarié marchand doivent être inclus et les taux de salaires doivent être augmentés pour en tenir compte.

Il s'agit essentiellement des cotisations sociales obligatoires à la charge de l'employeur (elles peuvent être importantes, représentant environ 40 pour cent des salaires en France). Si l'analogie avec l'emploi marchand est poussée plus loin, d'autres coûts éventuels encourus par l'employeur, comme les frais de nourriture, de logement et de transport, devraient être ajoutés.

En revanche, s'il s'agit de mesurer le manque à *gagner*, c'est-à-dire le revenu que les ménages auraient perçu s'ils avaient effectué un travail rémunéré sur le marché au lieu d'un travail non rémunéré à domicile, il faudrait alors déduire les sommes qui seraient prélevées sur un revenu monétaire. Les plus importantes d'entre elles sont les cotisations sociales à la charge des salariés et l'impôt sur les revenus. D'autres ajustements pourraient intervenir pour tenir compte de dépenses supplémentaires de transport, d'alimentation ou d'habillement, par exemple, et également des rentrées supplémentaires sous forme d'avantages divers, de primes, etc.

Les estimations sont aussi affectées par la détermination de la tranche d'âge de la population considérée comme effectuant du travail domestique. Pour une activité donnée, on disposera en outre d'un choix assez large de substituts : les taux de salaire sont souvent différents dans le secteur privé et dans le secteur public et, dans une profession donnée, l'éventail des salaires peut être assez ouvert et les taux de salaire peuvent différer en fonction de l'âge, du sexe, de l'expérience et des qualifications. La liste des activités prises en compte peut être plus ou moins étendue. Sur ces divers points, aucun consensus ne s'est dégagé quant à la solution la plus appropriée. Dans la pratique, cependant, le choix est souvent restreint par les données disponibles.

Toutes ces méthodes ont leurs inconvénients :

- Évaluer le temps de travail domestique aux taux de salaire du marché du travail implique que la productivité au sein du ménage est la même que celle observée

- sur le marché : aucune donnée empirique ne permet de vérifier (ou d'infirmer) cette hypothèse;
- Il est peu probable que toutes les tâches domestiques puissent être réalisées par un employé de maison non qualifié, comme le suppose la méthode du substitut global : certaines activités exigent sans aucun doute des compétences particulières et ne sont pas exercées au même degré dans tous les ménages (soins de santé ou d'éducation, par exemple);
 - Il est peu probable, dans la pratique, que les ménages emploieraient la variété de personnel que la méthode du substitut spécialisé suppose en principe;
 - La méthode du « coût d'opportunité du temps » part de l'hypothèse que les individus peuvent effectuer sur le marché du travail autant d'heures qu'ils le souhaitent dans des emplois correspondant à leurs qualifications professionnelles. En fait, l'alternative à laquelle ils sont souvent confrontés est soit de travailler à plein temps soit de ne pas exercer d'emploi. En outre, le taux de salaire potentiel de ceux qui se trouvent involontairement sans emploi est souvent nul ou, au mieux, atteint le taux minimum légal. Cela implique que la valeur d'une heure de travail domestique est la plus faible pour les personnes qui en font le plus;
 - Les écarts de salaires entre hommes et femmes sur le marché du travail sont transférés dans la sphère domestique, sans tenir aucun compte des qualifications effectives pour accomplir les tâches domestiques;
 - La méthode du « coût d'opportunité du temps » implique qu'un travail produisant un bien ou un service à la maison est évalué au prix d'un travail produisant un bien ou un service totalement différent sur le marché. Il s'ensuit que le taux de salaire n'a plus de lien avec le type de produit pour lequel le travail est effectué et des produits identiques se voient affecter des valeurs différentes suivant celui ou celle qui les produit.

III. QUELQUES RÉSULTATS

Le tableau 1 présente des estimations du temps consacré chaque année au travail domestique par les hommes et les femmes dans cinq pays. La population de référence, qui diffère d'un pays à l'autre a bien entendu une incidence sur les résultats. Le tableau indique aussi le nombre d'heures de travail rémunérées et la dernière colonne montre que le temps consacré au travail domestique dépasse dans la plupart des cas le temps consacré au travail rémunéré. En Allemagne et en Norvège, les heures de travail domestique ont diminué entre les années 70 et les années 80, alors qu'elles ont augmenté en France durant la même période. Les enquêtes sur les budgets-temps réalisées pour la France (INSEE, 1987) montrent que le temps consacré au travail domestique par les hommes et les femmes chaque jour s'est accru de 2 pour cent environ. L'augmentation du nombre total d'heures consacrées au travail domestique est attribuable essentiellement à la croissance de la population urbaine.

Tableau 1. Estimations annuelles du temps de travail
Hommes et femmes

	Année	Population de référence ¹	Travail domestique non rémunéré	Travail rémunéré sur le marché	Travail domestique en pourcentage du travail rémunéré
États-Unis (milliards d'heures)	1976	18 et plus	188.8	155.6	121
Allemagne (milliards d'heures)	1970	Plus de 14 ans	50.1	50.6 ²	99
	1974	Plus de 14 ans	46.4	47.5 ²	98
	1980	Plus de 14 ans	46.3	45.5 ²	102
France (milliards d'heures)	1975	18 ans et plus urbains	41.4	37.5	111
	1985	18 ans et plus urbains	47.3	37.0	128
Australie (milliards d'heures)	1975	18-69 ans	11.1	10.0	111
Norvège (1 000 années personnes)	1972	1674 ans	1 730	1 530	113
	1981	1674 ans	1 680	1 700	99

1. Applicable aux estimations du temps de travail domestique

2. Estimation de l'auteur : le nombre moyen d'heures de travail par salarié est appliqué à l'emploi total.

Sources : États-Unis : Temps de travail domestique non rémunéré : Murphy (1982). Travail rémunéré sur le marché : estimation de l'auteur d'après le nombre moyen d'heures effectivement travaillées, fourni par la banque de données de la Division centrale d'analyse de l'OCDE, constituée à partir des déclarations des pays, et les données sur l'emploi total des National Income and Product Accounts des États-Unis. Allemagne : Travail domestique non rémunéré : Schtittkat (1985). Travail rémunéré sur le marché : estimation de l'auteur d'après le nombre moyen d'heures effectivement travaillées par salarié et par année, fourni par la banque de données de la Division centrale d'analyse de l'OCDE, constituée à partir des déclarations des pays. France : Estimations de l'auteur dérivées de données non publiées des enquêtes Emplois du temps (1974-75 et 1985-86) de l'INSEE. Australie : Ironmonger (1989). Norvège : Brathaug (1991).

La contribution des femmes au travail domestique (tableau 2) représente entre deux tiers et trois quarts du temps total consacré aux tâches domestiques par l'ensemble des hommes et des femmes. Les enquêtes sur les emplois du temps montrent que le volume du travail domestique effectué par les femmes varie en fonction de leur statut professionnel (selon qu'elles sont salariées, exercent un travail indépendant ou sont femmes au foyer), du nombre d'enfants dans le ménage et de l'âge du plus jeune. Par exemple, l'étude réalisée pour la France (Chadeau et Fouquet, 1981b) montre que les femmes au foyer consacrent 50 pour cent d'heures de plus au travail domestique que celles qui ont un emploi rémunéré et que les femmes exerçant un travail indépendant y consacrent 18 pour cent d'heures de plus que les salariées. Quel que soit le statut professionnel, le temps consacré à la production domestique croît avec le nombre d'enfants et est d'autant plus important que l'âge du dernier enfant est bas. La contribution relative des femmes, calculée à partir d'estimations monétaires du travail domestique, est aussi indiquée dans le tableau 2. Elle apparaît plus faible lorsque la méthode du coût d'opportunité du temps est utilisée. Ceci reflète la différence entre les taux de salaires masculins et féminins : le temps plus réduit que les hommes passent au travail domestique est évalué à un taux supérieur à celui des femmes qui, pourtant, y consacrent un plus grand nombre d'heures.

Tableau 2. **Contribution des femmes au travail domestique total**
Pourcentage

	Année	Temps consacré au travail domestique	Valeur monétaire	
			CO	SP
Etats-Unis	1976	72	60	68
France	1975	77	69	n.d.
Canada	1986	68	61	66
Australie	1986	69	66	68
Norvège	1981	70	64	69

Le tableau 3 indique la répartition du temps entre quatre principaux types d'activités domestiques. Les soins aux enfants et aux adultes occupent 15 à 17 pour cent du temps dans les quatre pays considérés. Les courses représentent à peu près le même pourcentage, sauf en Finlande où seulement 10 pour cent du temps est consacré à cette activité. En France, la cuisine et la vaisselle absorbent 36 pour cent du temps – sensiblement plus qu'en Australie et qu'aux Pays-Bas.

Tableau 3. **Répartition du temps entre les activités domestiques**
Pourcentage

	France 1985.86 ¹	Australie 1975-76 ²	Finlande 1982	Pays-Bas 1980 ²
Cuisine				
Vaisselle	36.2	26.1	31.9	27.7
Ménage				
Lessiverepassage				
Réparations				
Autres tâches domestiques ³	30.2	42.2	43.1	38.9
Soins aux enfants				
Soins aux adultes	16.3	15.4	15.3	16.8
Courses	17.3	16.3	9.7	16.6
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

1. Le temps des trajets est partagé entre les soins aux enfants et les courses.

2. L'éducation et bénévolat sont exclus.

3. Y compris le jardinage.

Sources : France : INSEE (1987a). Australie : Ironmonger (1989). Finlande : Suviranta (1982). Pays-Bas : Aldershoff (1983).

Tableau 4. Valeur monétaire du travail domestique

Pourcentage du PIB ou du PNB

	Année	Population de référence	Méthode		
			CO	SP	GL
			A Taux de salaire moyens nets		
États-Unis	1960	16 ans et plus	38	37	n.d.
	1970	16 ans et plus	37	34	n.d.
	1976	18 ans et plus	44	n.d.	n.d.
Allemagne	1964	Plus de 14 ans	37	27	n.d.
	1970	Plus de 14 ans	34	25	n.d.
	1974	Plus de 14 ans	30	23	n.d.
	1980	Plus de 14 ans	29	22	n.d.
Canada	1961	15 ans et plus	44	39	n.d.
	1971	15 ans et plus	40	41	n.d.
	1981	15 ans et plus	35	n.d.	n.d.
	1986	15 ans et plus	33	n.d.	n.d.
			B. Taux de salaire moyens bruts		
États-Unis	1976	18 ans et plus	60	44	32
Allemagne	1964	Plus de 14 ans	47	34	n.d.
	1970	Plus de 14 ans	45	33	n.d.
	1974	Plus de 14 ans	43	32	n.d.
	1980	Plus de 14 ans	42	32	n.d.
France	1975	18 ans et plus	44	n.d.	28
	1985	15 ans et plus	n.d.	46	33
Canada	1981	15 ans et plus	51	43	21
	1986	15 ans et plus	48	41	22
Australie	1975	18-69 ans	41	n.d.	n.d.
	1986	15 ans et plus	55	49	n.d.
Norvège	1981	16-74 ans	40	n.d.	n.d.
			C. Taux de salaire moyens bruts, y compris les cotisations sociales patronales		
France	1975	18 ans et plus	68	n.d.	44
	1985	15 ans et plus	n.d.	64	36
Finlande	1980	10 ans et plus	n.d.	n.d.	42
Norvège	1972	16-74 ans	n.d.	50	53
	1981	16-74 ans	n.d.	39	41

PIB : Produit intérieur brut.

PNB : Produit national brut.

CO : Méthode du coût d'opportunité du temps.

SP : Méthode du substitut spécialisé.

GL : Méthode du substitut aléatoire.

n.d. : Non disponible.

Sources : États-Unis : Murphy (1978, 1982). Allemagne : Schettkat (1985). France : Chadeau et Fouquet (1981b) et estimations non publiées du travail domestique en France en 1985. Canada : Adler et Hawrylyshyn (1978), Statistique Canada (1991). Australie : Ironmonger (1989), Australian Bureau of Statistics (1990). Finlande : Suviranta (1982). Norvège : Braithaug (1991).

Tableau 5. Valeur du travail domestique et de la consommation privée
Valeurs du travail domestique fondées sur les salaires bruts

Année	Valeur du travail domestique.						Consommation privée	
	Monnaie nationale Milliards de dollars			PPA courants Milliards de dollars			PPA courants Milliards de dollars	
	Méthode							
	CO	SP	GL	CO	SP	GL		
États-Unis	1976	1015	752	540	1015	752	540	1123
Allemagne	1980	621	475	n.d.	226	173	n.d.	309
France	1975	634	n.d.	411	118	n.d.	76	163
Canada	1986	243	208	113	194	166	90	240
Australie	1986	143	129	n.d.	108	98	n.d.	116
Norvège	1981	130	n.d.	n.d.	15	n.d.	n.d.	20

Tableau 6. Valeur du travail domestique et de la consommation privée par habitant

Année	Travail domestique par habitant PPA courants Dollars U.S.			Consommation privée par habitant PPA courants Dollars U.S.	Travail domestique en pourcentage de la consommation privée			
	Méthode				Méthode			
	CO	SP	GL		CO	SP	GL	
États-Unis	1976	4655	3448	2477	5 150	90.4	67.0	48.1
Allemagne	1980	3671	2810	n.d.	4 977	73.8	56.5	n.d.
France	1975	2 324	n.d.	1 497	3 028	76.7	n.d.	49.4
Canada	1986	7646	6542	3547	9 246	82.7	70.7	38.4
Australie	1986	6742	6118	n.d.	7 363	91.6	83.1	n.d.
Norvège	1981	3 658	n.d.	n.d.	4 466	81.9	n.d.	n.d.

CO : Méthode du coût d'opportunité d'emploi.

SP : Méthode du substitut spécialisé.

GL : Méthode du substitut global.

PPA : Parité de pouvoir d'achat.

n.d. : Non disponible.

Sources : Travail domestique et consommation privée : tirés du tableau 5. Population : OCDE (1991).

L'effet de la prise en compte de la production domestique sur les taux de croissance du produit intérieur brut est illustré dans le tableau 8. Le travail domestique est déflaté de la même manière que dans le tableau 7 et le PIB est estimé aux prix de 1985. Bien que les salaires nets ne soient pas un concept approprié pour calculer la contribution au PIB, les estimations du travail domestique aux taux de salaire nets sont néanmoins retenus car elles sont les seules données disponibles pour les États-Unis et le Canada (1961-71). La prise en compte du travail domestique dans le PIB affecte les taux de croissance de la production de manière moins uniforme que ceux du revenu disponible. Dans la plupart des cas, l'inclusion du travail domestique diminue les taux de croissance du PIB, encore que sa prise en compte laisse inchangés les taux de croissance aux États-Unis et en Allemagne entre 1964 et 1970, lorsque les taux de salaires nets sont utilisés, et elle accroît les taux de croissance en Allemagne durant la même période, lorsque les taux bruts sont employés.

Tableau 7. Taux de croissance du revenu disponible brut, y compris et non compris la valeur du travail domestique

Pays	Année	RDB prix de 1985 Monnaie nationale (milliards)	Taux de croissance du RDB (pourcentage) ¹	RDB + travail domestique Prix de 1985 Monnaie nationale (milliards)		Taux de croissance du RDB + travail domestique (pourcentage) ¹	
				CO	SP	CO	SP
A. Taux de salaire nets							
États-Unis	1960	1 255		1 891	1 677		..
	1970	1 907	4.3	2 839	2 770	4.1	4.0
Allemagne	1964	608		968	867		
	1970	846	5.7	1 300	1 178	5.0	5.2
	1974	973	3.6	1 434	1 322	2.5	2.9
	1980	1 159	3.0	1 670	1 550	2.6	2.7
Canada	1961	108		173	167		
	1971	178	5.1	284	287	5.1	5.6
	1981	303		461	n.d.		n.d.
	1986	333	1.9	493	n.d.	1.4	n.d.
B. Taux de salaire bruts							
Allemagne	1964	608		1 059	933		
	1970	846	5.7	1 451	1 289	5.4	5.5
	1974	973	3.6	1 633	1 472	3.0	3.4
	1980	1 159	3.0	1 905	1 729	2.6	2.7
Canada	1981	303		531	497		
	1986	333	1.9	567	534	1.3	1.4

1. Les taux de croissance sont les taux annuels moyens de variation entre les dates de la deuxième colonne.

RDB : Revenu disponible brut.

CO : Méthode du coût d'opportunité du temps (utilisée pour évaluer le travail domestique).

SP : Méthode du substitut spécialisé (utilisée pour évaluer le travail domestique).

n.d. : Non disponible.

.. : Non applicable.

Sources : Valeur du travail domestique : États-Unis : Murphy (1978). Allemagne : Schettkat (1985). Canada : Adler and Hawrylyshyn (1978). Consommation finale privée, revenu disponible brut et indice des prix de la consommation finale privée : OCDE (1991).

Tableau 8. Taux de croissance du produit intérieur brut, y compris et non compris la valeur du travail domestique

Pays	Année	PIB Prix de 1985 Monnaie nationale (milliards)	Taux de croissance du PIB (pourcentage) ¹	PIB + travail domestique Prix de 1985 Monnaie nationale (milliards)		Taux de croissance du PIB + travail domestique (pourcentage) ¹	
				CO	SP	CO	SP
A. Taux de salaire nets							
États-Unis	1960	1 805	..	2 441	2 427		
	1970	2 628	3.8	3 560	3 491	3.8	3.7
Allemagne	1964	1 203	..	1 383	1 282		
	1970	1 324	4.4	1 779	1 657	4.3	4.4
	1974	1 490	3.0	1 952	1 839	2.3	2.6
	1980	1 728	2.5	2 239	2 119	2.3	2.4
Canada	1961	164		229	223		
	1971	278	5.4	384	387	5.3	5.7
	1981	426		584	n.d.		n.d.
	1986	490	2.8	650	n.d.	2.2	n.d.
B. Taux de salaire bruts							
— Allemagne	1964	1 023		1 475	1 348		
	1970	1 324	4.4	1 929	1 767	4.6	4.6
	1974	1 490	3.0	2 150	1 989	2.7	3.0
	1980	1 728	2.5	2 474	2 298	2.4	2.4
Canada	1981	426		653	620		
	1986	490	2.8	724	691	2.1	2.2

1. Les taux de croissance sont les taux annuels moyens de variation entre les dates de la deuxième colonne.

PIB : Produit intérieur brut.

CO : Méthode du coût d'opportunité du temps (utilisée pour évaluer le travail domestique).

SP : Méthode du substitut spécialisé (utilisée pour évaluer le travail domestique).

n.d. : Non disponible.

.. : Non applicable.

Sources : Estimations du travail domestique : États-Unis : Murphy (1978). Allemagne : Schettkat (1985). Canada : Adler and Hawrylyshyn (1978). Statistique Canada (1991). Produit intérieur brut et indice de prix du PIB : OCDE (1991).

IV. CONCLUSIONS

Quelle que soit la méthode d'évaluation utilisée, la valeur du travail domestique non rémunéré est importante par rapport au PIB. La production non marchande des ménages est un élément important du revenu, de la consommation et du bien-être des ménages.

Les données présentées ici montrent que les estimations de la valeur de la production domestique varient beaucoup en fonction de la méthode utilisée. Au plan théorique, l'approche par l'output est plus satisfaisante en ce sens qu'elle permet d'évaluer les biens et services produits dans le ménage aux prix auxquels on pourrait se les procurer sur le marché; c'est ainsi que la production est généralement évaluée dans les comptes nationaux. Jusqu'à présent, cette méthode a rarement été mise en œuvre en raison de l'absence de données quantitatives et qualitatives sur la production effective des ménages. Bien que la méthode du « coût d'opportunité du temps » ait été utilisée dans de nombreuses études, elle est peu défendable car elle impute des valeurs différentes à des services identiques en fonction de la personne qui les produit. En outre, elle évalue les services produits dans le ménage au coût de production de biens et de services tout à fait différents sur le marché. La méthode du « substitut global » aboutit généralement aux valeurs les plus faibles, ce qui peut être considéré comme un avantage par ceux qui souhaitent limiter le recours aux imputations dans les comptes. En revanche, elle repose sur l'hypothèse non vérifiée que le travail domestique exige peu de qualifications. Une méthode plus vraisemblable et, en même temps, plus facilement réalisable est celle du « substitut spécialisé », qui différencie les catégories de tâches domestiques et relie le niveau de salaire au type de travail effectué.

S'il est vrai que les statistiques conventionnelles du **SCN** ont un grand nombre d'utilisations qui n'ont pas besoin d'estimations de la production non marchande des ménages et qui risquent même d'être compromises par la prise en compte de cette production, il n'en reste pas moins qu'elles donnent une image fortement déformée de l'importance, de la composition et de l'évolution des activités productives. L'établissement de comptes satellites constitue un moyen de donner une image plus complète de la production, tout en préservant les mesures classiques de la production et du revenu national. Une voie fructueuse consisterait à développer la possibilité de mettre en œuvre l'approche par l'output en menant des enquêtes détaillées sur la production des ménages tous les cinq ans environ. La méthode du substitut spécialisé pourrait être utilisée à la fois pour valoriser les activités pour lesquelles seules des données sur les temps passés sont disponibles et pour permettre d'interpoler entre enquêtes successives.

Au cours des cinquante dernières années, les statistiques des comptes nationaux ont été largement utilisées pour réguler et orienter l'évolution économique, élaborer les politiques économiques et sociales et évaluer les résultats de ces politiques. Si la production domestique avait été incluse dans le système des comptes macro-économiques, soit comme partie intégrante du **SCN**, soit comme élément distinct mais comparable, les pouvoirs publics auraient eu une image différente du développement économique et auraient peut-être mis en œuvre des politiques économiques et sociales tout à fait différentes. Pour prendre un exemple, Zick et Bryant (1985) ont montré que l'inégalité dans la répartition des revenus entre ménages est plus faible lorsque la production domestique est ajoutée à leurs revenus monétaires. Leurs conclusions pourraient avoir des implications pour les politiques sociales et de bien-être.

BIBLIOGRAPHIE

- Adler, H.J. et A. Hawrylyshyn (1978), ((Estimates of the value of household work, Canada, 1961 and 1971)), The Review of *Income and Wealth*, (décembre).
- Aldershoff, D. (1983), « Household production in different household types », Document présenté à la Conférence sur l'économie souterraine, Université de Bielefeld, Allemagne (octobre).
- Australian Bureau of Statistics (1990), « Measuring unpaid household work : issues and experimental estimates », *Information Paper*, Catalogue n° 5236.0 (février).
- Brathaug, A-L. (1991). Value added in households, Statistisk Sentralbyrå, Document présenté à la Réunion d'experts en comptabilité nationale, OCDE, Paris (juillet).
- Chadeau, A. et A. Fouquet (1981a), « Peut-on mesurer le travail domestique? », *Économie et Statistique*, n° 136, INSEE, Paris (septembre).
- Chadeau, A. et A. Fouquet (1981b), « Le travail domestique : essai de quantification », Archives et Documents, n° 32, INSEE, Paris (août).
- Chadeau, A. et C. Roy (1986), « Essai de mise en correspondance de la consommation finale des ménages et de leurs activités », dans Cinq études de comptabilité nationale, Archives et Documents, n° 145, INSEE, décembre 1985.
- Clark, Colin (1958), « The economics of housework », Bulletin of the Oxford *Institute of Statistics* (mai).
- Goldschmidt-Clermont, L. (1990), « La mesure économique de l'activité non marchande des ménages – Est-elle utile, est-elle faisable? », Revue internationale du travail, vol. 129, n° 3.
- Hill, T.P. (1979), « Do-it-yourself and GDP », The *Review of Income and Wealth*, n° 1 (mars).
- INSEE (1987), Les emplois du temps en France en 1985-86, *Premiers résultats*, n° 100 (octobre).
- Ironmonger, D. (1989), *Households Work*, Allen and Unwin, Australie.
- Kende, P. (1975), « Vers une évaluation de la consommation réelle des ménages », Revue Consommation, n° 2, CREDOC, Paris.
- Kuznets, S. (1944), National *income and its composition, 1919-1938*, National Bureau of Economic Research.
- Lützel, H. (1989), « Household production and national accounts », *Statistical Journal of the United Nations*, ECE6. IOS Press.
- Mitchell, W., W.I. King, F.R. Macaulay et C.W. Knauth, (1921), *Income in the United States : its amount and distribution, 1909-1919*, National Bureau of Economic Research.
- Murphy, M. (1978), « The Value of nonmarket household production : opportunity cost versus market cost estimates », The *Review of Income and Wealth* (septembre).
- Murphy, M. (1982), « Comparative Estimates of the Value of Household Work in the United States for 1976 », *The Review of Income and Wealth* (mars).
- Nordhaus, W. et J. Tobin (1972). *Is growth obsolete?*, National Bureau of Economic Research.
- Système de comptabilité nationale, version révisée (1991), Chapitre sur les comptes de production (version provisoire novembre).
- OCDE (1991), Comptes Nationaux, Paris.

- Schettkat, R. (1985), « The Size of household production : methodological problems and estimates for the Federal Republic of Germany in the period 1964 to 1980 », *The Review of Income and Wealth* (septembre).
- Statistique Canada (1991), « Estimation de la valeur du travail domestique au Canada », Document présenté à la Réunion d'experts en comptabilité nationale, OCDE (juillet).
- Suviranta, A. (1982), « Unpaid housework : Time use and value », *Housework study*, Partie VIII, Ministère des affaires sociales et de la santé, Helsinki.
- Nations Unies (1968), ((Système de comptabilité nationale)), Études méthodologiques, Série F, n° 2, Rév. 3, New York.
- Walker, K. et W.H. Gauger (1973), « Time and its dollar value in household work », *Family Economics Review*.
- Weinrobe, M. (1974), « Household production and national production, an improvement of the record », *Review of Income & Wealth* (mars).
- Zick C.D. et W.K. Bryant (1985), « Income distribution implications of rural household production », *American Journal of Agriculture Economics* (décembre).